

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 71 (1979)
Heft: 10

Artikel: Années difficiles pour les migrants
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-385977>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Années difficiles pour les migrants

Les bastions traditionnels des travailleurs migrants en Europe occidentale sont menacés: lentement mais sûrement, les emplois non qualifiés qu'ils occupent disparaissent en raison de l'évolution du commerce international, des progrès technologiques et d'autres facteurs moins apparents.

Ainsi, près de 10 % de tous les travailleurs employés dans les industries manufacturières de la République fédérale d'Allemagne pourraient bien avoir perdu leur emploi entre 1974 et 1985 essentiellement parce que les produits qu'ils fabriquaient auront cédé la place à des importations beaucoup moins onéreuses en provenance des pays en développement. Il est probable que plus d'un cinquième de ces suppressions d'emplois affecteront les travailleurs étrangers dont le nombre, de ce fait, se trouverait réduit en Allemagne fédérale. Pour les principaux pays exportateurs de main-d'œuvre, la réinsertion de ces travailleurs dans la vie économique nationale pourrait alors poser de graves problèmes.

Il s'agit là de prévisions tirées d'une étude réalisée par deux experts allemands, U. Hiemenz et K. W. Schatz, et récemment publiée* par le Bureau international du travail à Genève, dans le cadre de la troisième conférence régionale européenne de l'OIT.

Les auteurs examinent les tendances actuelles du commerce mondial et – grâce à un système de simulation pour la période 1974–1985 – ils étudient l'impact potentiel de cette évolution sur la situation de l'emploi en République fédérale d'Allemagne. Mais cette étude nationale donne une idée de la situation à laquelle pourraient se trouver confrontés d'autres pays utilisant un fort pourcentage de travailleurs migrants ou ayant une large fraction de leur main-d'œuvre employée à l'étranger.

Des activités vulnérables

Les difficultés futures trouvent leur origine dans la conception même du scénario des migrations vers l'Europe occidentale, tel qu'on l'imaginait dans l'euphorie économique de la fin des années cinquante: les travailleurs étrangers allaient venir, accomplir leur tâche et s'en retourner dans leur pays.

Deux décennies sont passées; la récession est arrivée. Quelque 6 millions de migrants travaillent encore dans les pays de la Communauté économique européenne. Avec les membres de leur famille, au moins deux fois plus nombreux, ils forment en quelque sorte le dixième pays du Marché commun.

* «Trade in place of migration», par U. Hiemenz et K. W. Schatz, Etude du Programme mondial de l'emploi, Genève, BIT, 1979 (en anglais seulement).

La crise de l'énergie ayant mis un terme au «boom» économique, la main-d'œuvre étrangère des pays d'Europe occidentale trouva refuge dans les emplois demandant peu de qualifications, offrant peu d'intérêt et souvent fort mal payés, principalement dans des activités à l'abri de barrières protectionnistes.

Aujourd'hui, nombre de ces bastions des travailleurs migrants sont de plus en plus vulnérables à la concurrence des pays en développement, le tiers monde s'efforçant d'augmenter la part qu'il prend au commerce mondial pour atteindre 25% à la fin du siècle, objectif fixé par la conférence réunie par l'ONUDI en 1975 à Lima. Cet objectif est-il réaliste? Les experts estiment que les pays en développement pourraient s'attribuer 17 à 18% des exportations mondiales en l'an 2000 contre seulement 7% à l'heure actuelle. En incluant la Chine, cette proportion pourrait atteindre 21%.

Une compensation possible

En dépit de la lenteur résultant de contre-mesures protectionnistes, les pays industrialisés ont commencé à adapter leurs économies à ces nouvelles tendances du commerce mondial. Certains secteurs clés, souvent dans des régions déjà peu dynamiques, sont sérieusement menacés.

Si l'on reprend l'exemple de l'Allemagne de l'Ouest en 1985, il apparaît que les importations en provenance des pays en développement causeront une perte de 200 000 emplois dans l'industrie du vêtement et de 240 000 dans la construction électrique.

Cependant, il suffirait que le rythme d'augmentation des importations en provenance du tiers monde s'accroisse d'un cinquième pour que le nombre de suppressions d'emplois dans ces mêmes secteurs atteigne respectivement 300 000 et 625 000. En suivant cette projection, on aboutit à une perte d'un million et demi d'emplois pour la République fédérale d'Allemagne, perte presque entièrement imputable à l'évolution du commerce des pays en développement. On peut cependant espérer qu'une partie substantielle de ces suppressions d'emplois sera compensée par la croissance des exportations de certaines entreprises qui auront le courage de se lancer dans les aventures risquées mais novatrices qui font naître de nouvelles industries et créent des emplois.

Le processus d'adaptation sera douloureux. Et une chose est certaine: la main-d'œuvre non qualifiée sera la première et la plus durement touchée. En outre, en des temps difficiles tels que ceux qui s'annoncent, il n'est pas impossible de voir ressurgir la face hideuse de la xénophobie. Certains esprits ont eu vite fait de rapprocher les 6 millions de chômeurs de la CEE et les 6 millions de travailleurs migrants qu'elle compte actuellement. Fort heureusement, ce rapprochement n'a suscité aucun écho.

Mauvais présage

Tout cela constitue cependant un mauvais présage pour les migrants et leurs pays d'origine. Au plus fort de la vague, au début des années soixante-dix, les étrangers représentaient près de 10 % de la main-d'œuvre totale en Europe occidentale. Ils étaient 2 600 000 dans la seule République fédérale d'Allemagne. En 1978, ce nombre avait déjà été ramené à 1 900 000. De nouvelles suppressions d'emplois affectant les migrants auraient d'énormes répercussions dans les pays dont l'économie dépend étroitement des exportations de main-d'œuvre.

En 1974, par exemple, les économies rapatriées par les travailleurs turcs à l'étranger se sont élevées à 1,4 million de dollars, dépassant de loin les bénéfices réalisés par n'importe quelle exportation.

Pour les pays exportateurs de main-d'œuvre, un nouvel abaissement des barrières commerciales n'entraînera pas seulement une augmentation des possibilités d'exportation, mais aussi une diminution des fonds rapatriés et un besoin encore plus impérieux de créer rapidement des emplois.

Selon les calculs effectués par les auteurs de l'étude, pour absorber seulement la moitié des travailleurs turcs actuellement en Allemagne, la Turquie devrait accroître ses exportations de produits manufacturés à un rythme annuel, pratiquement insoutenable, de 26 % pendant les quinze prochaines années.

L'Espagne, qui exporte plus et compte moins de travailleurs à l'étranger, devrait cependant accroître chaque année de 11 % ses exportations de produits manufacturés pour donner un emploi à tous ses nationaux employés en République fédérale.

Conclusions

Deux grandes conclusions se dégagent de l'étude.

En premier lieu, les pays exportateurs de main-d'œuvre doivent profiter de l'évolution du commerce mondial pour promouvoir des industries d'exportation à forte intensité de main-d'œuvre, qui sont essentielles au développement d'une économie nationale saine.

En second lieu, les pays avancés actuellement importateurs de main-d'œuvre devraient abandonner leur politique protectionniste à l'égard de certains secteurs dépassés où les salaires sont particulièrement bas. Pourquoi ne pas donner au reste du monde une chance de leur fournir davantage de vêtements, de chaussures et d'autres biens de consommation, en s'efforçant d'atténuer les conséquences de ce changement par le lancement de nouveaux programmes destinés à stimuler des productions plus sophistiquées nécessitant d'importants investissements?

Le statu quo ne peut durer, estime l'étude. Les échanges commerciaux se modifient et des emplois disparaissent. Une adaptation de

l'appareil industriel apparaît donc inévitable et, en dernière analyse, bénéfique pour tous.

Peut-être faudra-t-il une génération pour remodeler la carte industrielle du monde. Une raison de plus pour s'y atteler dès maintenant.